
Brèves économiques pour le Mexique et l'Amérique centrale du 23 au 29 août 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Dans le cadre de la renégociation de l'ALENA, les Etats-Unis et le Mexique ont trouvé un accord préliminaire le 27 août.

Un consensus aurait été trouvé entre les Etats-Unis et le Mexique sur les thèmes les plus épineux :

- « Règles d'origine » renforcées dans l'automobile : dans la région couverte par l'accord, pour que les automobiles produites puissent être exportées sans droit de douane, le contenu régional serait porté de 62,5 à 75%, et 40% du contenu d'un véhicule devrait correspondre à une rémunération de 16 usd / h minimum. Le Ministre de l'Economie Guajardo annonce que 70% des exportations mexicaines respectent ces critères, les 30% restants seraient alors soumis au régime de l'OMC (clause de la nation la plus favorisée, ex. taxe qui serait de 2,5% pour les véhicules légers).
- Suppression du projet de quotas saisonniers agricoles : les échanges de produits agricoles resteront exemptés de restrictions commerciales, malgré la volonté initiale des Etats-Unis d'imposer des quotas saisonniers sur les importations agricoles mexicaines.
- Règlement des différends (chapitres 11, 19 et 20) : les États-Unis maintiennent finalement en l'état le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (chapitre 11), et un processus spécifique serait réservé au secteur énergétique. De même les différends Etat-Etat resteraient selon le régime actuel (chapitre 20). En revanche sur les droits anti-dumping et compensateurs (chapitre 19) il sera revu en format tripartite avec le Canada.
- La durée de l'accord : abandon de la clause « sunset » (extinction de l'accord tous les 5 ans). La durée initiale de l'accord sera de 16 ans, incluant une simple « révision » tous les 6 ans. Si à chaque révision l'accord initial est maintenu, sa durée s'allongera de 10 ans.
- La propriété intellectuelle : 10 ans de protection des données seraient accordés pour les produits pharmaceutiques biologiques, au terme desquels des produits génériques pourront être commercialisés.
- Sur le thème salarial : Le Mexique s'engagerait à renforcer sa législation salariale, en renforçant le droit des travailleurs. Cela passerait par la garantie de leurs droits à la négociation salariale collective et la fin des « contrats de protection », qui contribuent à maintenir de bas salaires (en raison de la faiblesse des syndicats face au patronat). Le Mexique s'engagerait également à ratifier la convention de l'OIT, qui garantit le droit à la syndicalisation (libre affiliation syndicale et choix libre et démocratique de leurs représentants).

Le Mexique et les Etats-Unis ont aussitôt engagé le Canada à s'incorporer à l'accord trouvé. Le Canada a rejoint la table des négociations dès le 28 août. Sa présence est nécessaire pour avaliser ou non l'accord bilatéral et trouver un accord sur les thèmes les plus épineux (système de gestion de l'offre inhérent à certains secteurs agricoles canadiens, notamment des produits laitiers), notamment trilatéraux (chapitre 11 et 19 de résolution des différends).

Or les délais sont extrêmement courts pour le Canada. D. Trump souhaiterait soumettre l'accord bilatéral au Congrès dès le 31 août afin de tenir compte des échéances politiques au Mexique (investissement du 1^{er} décembre) et surtout aux Etats-Unis (mid-term du 6 novembre puis entrée en fonction du nouveau Congrès en janvier 2019). D. Trump souligne que le Canada serait libre de rejoindre l'accord Mexique - Etats-Unis ou de passer un accord bilatéral avec les Etats-Unis. L'incertitude demeure donc sur le maintien de l'ALENA en format trilatéral. Malgré la volonté mexicaine et canadienne d'y parvenir et par ailleurs les réticences du Congrès américain d'approuver un accord bilatéral avec le Mexique (le mandat donné par le Congrès ne couvrant que l'accord trilatéral ALENA), D. Trump présenterait dès vendredi au Congrès l'accord conclu cette semaine (qu'il soit bilatéral ou trilatéral). Le ministre de

finances américaines, Steven Mnuchin, est confiant sur l'approbation de l'accord par le Congrès, bien que les sénateurs aient d'ores et déjà présentés leurs réticences (ils restent fermement sur la nécessité d'un accord trilatéral).

En parallèle des négociations ALENA, Etats-Unis et Mexique auraient un projet d'accord fixant une limite aux exportations mexicaines d'automobiles exemptées de droits de douane vers les Etats-Unis, afin pour le Mexique de se protéger de probables mesures protectionnistes unilatérales qu'imposerait D. Trump au niveau mondial. Des droits de douane seraient ainsi applicables par les Etats-Unis selon la clause de « sécurité nationale » si les importations automobiles en provenance du Mexique dépassent les 2,4 M de véhicules importés par an.

Dans ce contexte d'accord bilatéral, D. Trump a cependant réitéré que le mur construit à la frontière mexicaine sera à terme payé par le Mexique. Le gouvernement américain aurait cependant engagé 3,2 Mds USD dans la construction du mur, alors que 5 Mds USD supplémentaires sont nécessaires. En réponse au Président américain, Luis Videgaray (actuel Ministre de l'Extérieur) affirme que jamais Mexico ne paiera pour la construction du mur.

Economie

L'INEGI revoit à la baisse les prévisions du PIB pour le 2nd semestre 2018, anticipant une baisse du PIB mexicain de 0,2% entre le 1^{er} et le 2nd semestre 2018 (contre -0,1% prévue initialement). Cette prévision, si elle est confirmée, serait la plus importante enregistrée entre 2 semestres au cours de ces 5 dernières années.

L'incertitude liée aux négociations de l'ALENA demeure et pèse sur les investissements et le commerce. Ce semestre, les activités primaires et secondaires ont perdu de leur dynamisme (-2,1% et -0,3% respectivement). Seules les activités du secteur tertiaire ont enregistré une légère croissance ce semestre (+0,2%). En comparaison annuelle, le PIB a augmenté de 1,6% (croissance supérieure à celle enregistrée à la même période l'an dernier). Les activités primaires, secondaires et tertiaires ont eu des résultats positifs, avec des avancées respectives de 2%, 0,1% et 2,4%.

Banxico revoit également à la baisse ses prévisions de croissance pour la fin de l'année 2018 : le PIB devrait croître à un taux compris entre 2 et 2,6% en 2018, contre 2 et 3% prévu initialement. La Banque Centrale mexicaine est aussi moins optimiste pour l'année 2019, avec une croissance du PIB prévue entre 1,8 et 2,8%, contre 2,2 et 3,2% attendue initialement. Banxico est plus sceptique que l'INEGI concernant l'objectif d'inflation, étant donnée la hausse des prix des produits énergétiques et l'incertitude internationale pesant sur la stabilité macroéconomique.

Selon le groupe financier *Ve por Mas*, l'inflation convergera vers son objectif de 3% au cours du 2nd semestre 2019. Pour la fin de l'année 2018, les économistes s'attendent à une inflation comprise entre 4 et 4,5%, tandis que ce taux diminuerait au cours de l'année 2019 (atteignant les 3,5 à 3,8%). Les risques pesant sur l'inflation sont relatifs à la volatilité du taux de change et à l'incertitude inhérente aux négociations de l'ALENA. *Ve por Mas* s'attend également à une baisse du taux directeur de Banxico au cours de l'année 2019, prévoyant un taux compris entre 7,75 et 8% à la fin de l'année 2018, puis entre 6,75% et 7,5% au cours de l'année 2019. Ces pronostiques de croissance pour 2019 sont moins enthousiastes que ceux de 2018 : les économistes prévoient une croissance entre 2 et 2,5% pour la fin 2018 et entre 1,8 et 2,4% pour l'année 2018.

Le taux de change MXN/USD a augmenté de 1,27% entre le 28 et le 29 août, enregistrant un niveau de 18,985 MXN pour 1 USD. En fin de semaine, le MXN poursuit la tendance baissière enregistrée jusqu'alors. Le risque qu'un accord trilatéral ne soit pas conclu avant le 31 août pèse sur le taux de change de la devise mexicaine.

Le taux de chômage enregistré au mois de juillet 2018 est identique à celui du mois de juin de la même année, soit 3,4%. Cependant, ce taux est supérieur à celui enregistré en juillet 2017 (3,3%). Les taux de chômage les plus élevés ont été enregistrés dans les Etats de Tabasco (6,5%), dans la ville de Mexico (4,5%), au Nayarit (4,4%) à Querétaro (4,3%) et Durango (4,2%). En juillet 2018, le taux d'informalité a légèrement diminué par rapport au mois de juin 2018 (de 56,9% à 56,5%) et relativement au mois de juillet 2017 (-0,7 points de %). Enfin, le taux de sous-occupation a atteint 7% en juillet dernier, soit une hausse de 0,2 point de % par rapport à juin 2018.

La balance commerciale mexicaine est déficitaire de 2,889 Mds USD en juillet 2018. Le déficit commercial a augmenté de 88,8% par rapport au mois de juillet 2017, tiré par le déficit de la balance commerciale pétrolière

(580 M USD) et la dépendance du Mexique aux importations de biens intermédiaires importés (principalement utilisés dans le secteur manufacturier). Les experts s'attendent à ce que les exportations futures soient stimulées par le dynamisme de la demande étasunienne et la conclusion d'un ALENA modernisé.

Les exportations mexicaines ont crû de 14,2% en juillet 2018 (par rapport à juillet 2017), poussée par la hausse des exportations pétrolières (+34,2%) et des exportations manufacturières (+13,1%).

La hausse des importations (+17,6%) a été plus rapide que celle des exportations (+14,2%), tirée par un accroissement de 56,8% des importations pétrolières et de 13,6% des importations non pétrolières.

La hausse des importations et du prix (+63%) du kérosène au cours des 2 dernières années pèsent sur la compétitivité des compagnies aériennes du Mexique, qui font dorénavant face à une hausse du prix du stockage de leur carburant (de 108 pesos par mètre cube à 116 pesos). Ce tarif se situe au-dessus de la moyenne des autres pays. Les prix du kérosène représentent 30% du prix d'un billet d'avion ; pour cette raison les hausses du prix du carburant combinées aux variations du taux de change ont un impact négatif sur les résultats des compagnies aériennes.

Au cours de l'année 2018, PEMEX enregistre une baisse de 13 points de % du volume de pétrole brut destiné aux raffineries mexicaines (soit 727 580 barils/jour en moins par rapport à 2008) ; tandis que 64,7% de sa production de brut a été exporté. La proportion de brut exportée par PEMEX au cours de cette année est la plus grande enregistrée depuis 2018 (+12 point de % en 10 ans et +10 points de % par rapport à 2017). Cependant, le brut mexicain s'est vendu en 2018 à un prix inférieur à celui auquel il était vendu en 2008, soit en moyenne à 60,6 USD par baril, contre 93 USD par baril en 2008 (-33 dollars par baril).

Selon une enquête réalisée par *El Financiero* au niveau national par voie téléphonique et sur 420 adultes, 67% des personnes consultées sont d'accord avec le fait qu'une consultation publique soit organisée afin de décider de l'avenir du Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM), et 58% des sondés sont favorables à consultation contraignante. Entre l'option de poursuivre le projet initial ou l'annuler pour aménager l'aéroport de Santa Lucia et opérer 2 aéroports, 56% des sondés seraient pour la continuation du projet initial et 29% seraient contre.

Finances publiques

Carlos Urzua, futur Ministre des Finances, annonce vouloir réformer d'ici à 4 ans le système des retraites mexicaines. En effet, la contribution combinée des travailleurs et de leur employeur au compte destiné à financer leur retraite équivaut à 6,5% du salaire de l'assuré, taux inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (18,4%). Carlos Urzua alerte les maires sur la nécessité d'augmenter la taxe foncières et sa couverture (certaines municipalités ne la collectent pas), notamment pour réduire la dépendance des municipalités aux transferts fédéraux.

A la fin de l'année 2018, la part de la dette publique dans le PIB devrait avoir augmenté de 10 point de % en 6 ans et s'élever à 11,3 Mds MXN. Cette dette s'explique par un excès de dépenses et un excédent budgétaire poussé par la baisse de l'investissement public. La contribution des dépenses publiques au PIB a pourtant été en moyenne de 0 sur 6 ans. Le coût de la dette (représentant le 3^{ème} poste de dépenses le plus élevé du gouvernement fédéral) et la déépétrolisation croissante des finances publiques au cours du mandat d'Enrique Pena Nieto expliquent en partie la mauvaise gestion des finances publiques.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 30/08/18
Bourse (IPC)	-0,23%	-3%	49 649,5
Risque pays (EMBI+Mx)	-2,5%	+1,6%	190
Taux de change USD/Peso	+1,4%	+7,25%	19,0659
Taux de change Euro/Peso	+1,9%	+4,5%	22,2289
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)		+46,27%	65,62

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

La CEPAL a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Amérique Latine et les Caraïbes à 1,5% (contre 2,2% prévu initialement), tout en soulignant l'hétérogénéité des différentes sous-régions : la croissance prévue pour l'Amérique Centrale est de 3,4% contre 1,7% pour les Caraïbes. La CEPAL justifie cette révision par le contexte international complexe : conflits commerciaux entre Chine et Etats-Unis, hausse des risques géopolitiques, baisse des flux de capitaux vers les marchés émergents et hausse des niveaux de risque souverain. Les prévisions par pays sont disponibles sur [le site du CEPAL](#).

L'Amérique centrale souffre d'une véritable crise du marché du café. D'une part, le prix du café sur le marché mondial est passé d'une moyenne de 1,6 USD par livre en novembre 2016 à 1,08 USD en juillet 2018 (et certains jours, sous la barre des 1 USD/livre) : cette diminution affecte 350 000 familles produisant du café en Amérique centrale. D'autre part, plus de 150 000 hectares de plantations ont été affectés par la rouille du café, depuis 2011. A titre d'exemple : la production guatémaltèque de café est passée de 4,7 millions de tonnes (2011) à 3,9 MT (2017), soit une baisse de 13%. Les acteurs régionaux du marché multiplient depuis des semaines les réunions pour tenter de trouver des solutions à cette grave crise.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Après trois mois de relative stabilité, le colón s'est légèrement déprécié face à l'USD (passage de 1 USD pour 568 CRC à la mi-août à 571,6 CRC à la fin du mois.) La variation est faible (0,64%) mais elle rompt avec une tendance maintenue du 31 mai au 14 août, où le cours de la devise est resté très proche de 568 colons. Cette variation du taux de change pourrait aussi refléter l'arrivée du nouveau président, Rodrigo Cubero, à la Banque centrale, qui a assuré que pendant son mandat, le cours de la devise aurait un plus grand flottement, à la hausse comme à la baisse.

Les débats autour du projet de réforme fiscale secouent le pays. Pour faire face au problème d'endettement du pays (le déficit fiscal a atteint son record depuis 30 ans et pourrait atteindre 7,1% du PIB à la fin de l'année), le gouvernement de Carlos Alvarados, au pouvoir depuis quelques mois, a proposé une réforme fiscale actuellement en débat à l'Assemblée. Certaines des mesures proposées par le nouveau gouvernement ont fait polémique, comme notamment la mise en place d'une taxe sur les produits du panier alimentaire de base – certains partis politiques ont ainsi voté leur exonération, ce qui a affaibli la réforme fiscale. Les revenus supplémentaires attendus par le Gouvernement grâce à cette réforme fiscale sont passés de 463 Mds de colón costaricien (813 M USD) à 365 (641M USD). La Banque Mondiale et la BID ont toutes deux déploré ces exonérations qui selon elles, empêcheront le pays de résoudre son problème fiscal.

Les entreprises étrangères continuent d'être le moteur de l'emploi et de l'investissement. 16 sociétés internationales, dont Amazon et Bayer, se sont installées au Costa Rica entre Janvier et Juin 2018. Elles ont généré plus de 100 M USD d'investissement et 2 000 emplois. Il s'agit principalement d'entreprises spécialisées dans la fabrication d'équipements médicaux, souhaitant développer un centre de services régional en Amérique Centrale. En effet, le climat des affaires, la sécurité politique et judiciaire, la qualité de la main d'œuvre, sont les raisons les plus citées par ces entreprises justifiant leur choix d'investir au Costa Rica.

El Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Les crédits aux entreprises ont augmenté de 6% en juin (g.a), atteignant 6,1 Mds USD de prêts. Pour 100 dollars de crédits accordés en juin, 45 dollars ont servi à financer des entreprises.

Selon une étude de la Fondation Salvadorienne pour le Développement (FUSADES), l'insécurité, l'incertitude politique et les faibles niveaux d'investissement sont les principaux facteurs qui affectent la qualité de vie de la population et le climat des affaires. Dans son rapport, FUSADES souligne les progrès récents en matière de facilitation du commerce mais dénonce que l'insécurité continue d'affecter les investissements. Il insiste également sur la nécessité d'intensifier la lutte contre la corruption, notamment en renforçant le cadre juridique et les mécanismes de nomination des fonctionnaires.

Le projet Bosforo, investissement total de 158 MUSD par AES El Salvador et Corporacion Multi Inversiones (CMI - Guatemala), permettra de construire 10 centrales solaires dans le département de la Union. Les trois premières centrales ont déjà été inaugurées, la quatrième devrait être opérationnelle d'ici à la fin de l'année. Le groupe guatémaltèque CMI est le troisième producteur d'énergies renouvelables en Amérique centrale avec 711 MW en hydroélectrique, éolien et solaire en opération et 55 MW en construction.

Les projets de microfinance augmentent de 10% chaque année au Salvador, permettant notamment d'appuyer les zones rurales. La moyenne d'un microcrédit est de 1500 USD par usager, le portefeuille de microcrédits atteint actuellement 120 MUSD au sein du pays. Si le système se démocratise peu à peu, on constate que cette augmentation va de pair avec la sécheresse (qui oblige le secteur agricole à trouver de nouvelles solutions d'irrigation notamment). **Le réseau centraméricain et caraïbe de microfinance (Redcamif) comptabilise 143 institutions, qui représentent un total de 2,500 MUSD de prêts dans la région.**

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Au premier semestre, l'activité industrielle a diminué de 5% par rapport à la même période l'an dernier. Cette chute s'explique par la diminution de l'activité minière (-41% g.a), affectée par la fermeture des activités de Minera San Rafael. L'activité industrielle est aussi touchée par la baisse du secteur des boissons et des aliments (-18,4%) touché par la contrebande : 29 Mds USD ont été perdus à cause de celle-ci.

Les projections de croissance économique du Guatemala sont revues à la baisse, passant de 3,3% à 2,9% (estimation de la Commission économique pour l'Amérique latine et caraïbe / CEPAL). La Banque Centrale du Guatemala prévoyait entre 3-3,8% de croissance en début d'année, avec **4,25% d'inflation et un déficit fiscal représentant 1,7% du PIB.** En 2017, le Guatemala a affiché une croissance économique de 2,8% (contre 3,1% en 2016) avec 5,7% d'inflation et 1,3% de déficit fiscal. **Les principaux obstacles à la croissance économique sont le manque de confiance des investisseurs (relatif à l'instabilité politique, juridique et à la corruption) mais également le manque de demande interne (à noter sur 17 millions d'habitants, près de 60% vivent dans la pauvreté dont 23,4% dans l'extrême pauvreté).**

L'appel d'offre pour le développement de la "marque pays Guatemala" a été déclaré désert par l'Institut guatémaltèque du tourisme (Inguat). Trois entreprises locales ont participé à l'AO : *Wurmser Ogilvy & Mather Publicidad* (avec une offre d'environ 320 000 USD); *Consejeros de Negocios* (520 000 USD) et *Regional de*

Comunicaciones (1,2 MUSD). Inguat n'a pas été convaincu par les offres proposées et a précisé avoir un budget d'environ 650 000 USD. Ce processus de sélection est délicat car il concerne l'image touristique du pays mais également son volet commercial et ses exportations. Si l'AO est sous la tutelle de l'Inguat, le secteur privé souhaite que l'effort soit multisectoriel et soit aussi chapeauté par *ProGuatemala* (projet d'agence de promotion des investissements au Guatemala).

Après avoir suspendu leur aide en 2017, les Etats-Unis participent à nouveau au financement de la Commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala (CICIG). Les Etats-Unis ont apporté plus de 37 MUSD depuis la création de ladite Commission, destinée à lutter contre la corruption au Guatemala. La CICIG a inquiété le président Morales, en place depuis 2015 (suspecté de détournement de fonds au cours de sa campagne présidentielle). Contesté par les milieux conservateurs, le mandat de la CICIG au Guatemala est, à l'approche des prochaines élections présidentielles, prévues pour juin 2019), fortement soutenu par les Etats-Unis.

Le premier satellite guatémaltèque, Quetzal 1, sera lancé en 2019. Ce système de nano satellite initialement appelé *CubeSat* a été créé en 2014 par un groupe de travail de l'Université del Valle de Guatemala dans le cadre du programme *KiboCube* : une compétition internationale appuyant le développement des technologies spatiales. Le projet a été sélectionné comme gagnant par l'agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA) en partenariat avec le bureau des Affaires spatiales des Nations Unies (UNOOSA) qui financeront Quetzal-1. Le lancement du satellite sera la dernière phase du projet, investissement total estimé à **250 MUSD**.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

L'énergie solaire est un moteur pour l'économie hondurienne, le pays enregistre une génération de 75% d'énergie renouvelables au dernier trimestre (contre 70% d'énergie fossile et 30% de renouvelable en 2012) dont 11% de solaire. **Le pays est le premier producteur de solaire d'Amérique centrale** et le troisième d'Amérique latine après le Chili et le Mexique.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

En raison de la crise qui sévit dans le pays depuis avril, la CEPAL a réduit ses prévisions de croissance pour 2018 de 5% à 0,5%. Avant la crise, la CEPAL avait placé le Nicaragua parmi les cinq économies latino-américaines affichant la plus forte croissance du PIB : +5% (l'économie nicaraguayenne avoir progressé de 4,9 % en 2017). La crise dans le pays a déjà entraîné la perte de plus de 80 000 emplois.

Le volume d'opérations sur le marché de changes s'est élevé à 1 067 M USD en juillet 2018, enregistrant une augmentation de 13% (g.a). D'après la Banque centrale du Nicaragua, les opérations entre les entités financières et de change et le public ont atteint 942 M USD soit une augmentation de 1,4% (g.a). Les opérations du gouvernement et des banques avec la Banque centrale, via le bureau de change, ont elles totalisé 125,9 M USD en juillet (17,5 M USD en 2017).

Au premier semestre, le déficit commercial a atteint 1,3 Mds USD, soit une augmentation annuelle de 2,8%. Cette augmentation du déficit est notamment causée par une diminution des exportations pendant la plupart des mois du premier semestre et principalement au mois de juin (-21,7%).

Le Nicaragua ratifie l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud : l'Amérique centrale (hors Panama et Guatemala) avait signé un traité de libre-échange avec la Corée du Sud en février dernier (négocié depuis juin 2015). **En 2016, les pays d'Amérique centrale ont exporté 142,6 MUSD vers la Corée du Sud et importé 1,08 milliard.** La ratification du traité au Nicaragua permettra à 80% des produits nicaraguayens exportés vers la Corée du Sud auront un allègement des droits de douanes.

Au premier semestre, l'indice d'activité économique mensuel (IMAE) a augmenté de 3,21% (g.a). Cette croissance a notamment été portée par la bonne performance économique des secteurs du transport, des communications, de l'électricité et de l'eau, de la pêche et du commerce.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Dans un nouveau rapport, la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL) a revu à la baisse les perspectives de croissance pour le Panama en 2018, passant de 5,6% en Avril dernier à 5,2%. En revanche, Panama confirme sa 2^{ème} position au classement des pays les plus dynamiques, juste après la République Dominicaine, et se positionne bien au-dessus de la moyenne 1,5% de croissance caractérisant la région Amérique Latine et Caraïbes. La CEPAL souligne également la raison de ce réajustement, à savoir la paralysie du secteur de la construction d'Avril à Mai due à la grève des ouvriers, et la décélération de ce secteur en général.

Le futur de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS) est en plein débat. Le pays connaît une pénurie de médicaments inédite due en partie à un mauvais approvisionnement. La Chambre de Commerce Panaméenne a indiqué la nécessité de diviser cette institution en deux entités distinctes : les services de santé et l'administration des retraites. L'objectif est de dépolitiser et débureaucratiser le processus d'achat de biens liés au domaine de la santé, en premier lieu les médicaments, qui requièrent un processus d'achat beaucoup plus flexible et transparent, pour prévenir toute pénurie.

La compagnie Metro de Panamá signe un accord avec le japonais Hitachi pour l'approvisionnement de l'ensemble de l'équipement et des wagons de la ligne 3 du métro. Au total, les achats comprennent 28 trains et 6 wagons avec une capacité de 960 personnes, le montant s'élève à plus de 839 millions USD. Les discussions ont été initiées en amont avec le gouvernement panaméen et japonais afin d'introduire la nouvelle technologie nipponne au sein de cette nouvelle ligne de transport.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Bahamas

2017 – PIB : 11,6 Mds USD | Pop : 395 000 hbts

Les Bahamas enregistrent une forte hausse d'arrivées de touristes internationaux, +10% par rapport à 2017. Cette tendance s'explique par la croissance des arrivées venant des Etats-Unis (+29%) puis du Canada. Selon le Ministre du tourisme et de l'aviation, cette performance permet de mettre en évidence l'efficacité des stratégies de communication et de marketing déployées en Amérique, s'appuyant notamment sur le *storytelling* de touristes ou journalistes nord-américains à travers les réseaux sociaux.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit 1,8% de croissance pour l'exercice 2018. En outre, les pressions inflationnistes persisteront (12,9%), mais dans un contexte de légère appréciation du taux de change nominal (5,6%). En 2017, l'économie haïtienne a enregistré une croissance du PIB de seulement 1,2% (contre 1,5% en 2016). Le résultat positif, du secteur agricole (+0,8%), a permis d'éviter une détérioration plus prononcée de la croissance économique, étant donné la forte pondération du secteur (20%) dans l'activité globale. Les pressions inflationnistes n'ont pas fléchi et le taux d'inflation a affiché 15,4% à la fin de l'exercice en septembre 2017. La dépréciation du taux de change nominal par rapport au dollar aura été de 8,7%. Le déficit budgétaire de l'administration centrale était de 4% du PIB (contre 3,3% en 2016). À son tour, le déficit du compte courant représentait 2,9% du PIB (contre 1,0% en 2016), principalement en raison de la hausse des importations.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Selon le Planning Institute of Jamaica (PIOJ), l'économie jamaïcaine a enregistré une croissance de 1,8% entre Avril et Juin 2018. Il s'agit de la meilleure performance enregistrée sur une période de trois mois depuis deux ans. Ce résultat est en partie attribué aux conditions climatiques favorables, au dynamisme du secteur de la construction et à la reprise des opérations de la raffinerie *Alpart*. Le Ministre des finances, Dr Clarke, a souligné que cette donnée va de pair avec l'amélioration de la situation macroéconomique de la Jamaïque, caractérisée par une baisse du chômage, une inflation modérée et une reprise du secteur minier.

L'agence de notation AM Best a amélioré le classement de la Jamaïque (passage de la catégorie 5 de risque au niveau 4) suite aux évaluations de son système économique, politique et financier. Selon AM Best, la Jamaïque, au niveau de risque 4, représente un niveau de risque modéré et un niveau élevé de risque pour le système économique et financier. Le PIB qui devrait croître de 2,0% en 2018 et 2019, sous l'effet de la demande extérieure croissante et de l'expansion économique américaine. Des secteurs tels que la construction et l'industrie manufacturière bénéficient également de la croissance du tourisme. La catégorie de risque place désormais la Jamaïque en conformité avec Trinité-et-Tobago, Antigua-et-Barbuda et la Barbade, mais toujours derrière les Bahamas et les îles Caïmans classées respectivement dans la catégorie 3 et la catégorie 2.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

La dette du secteur public non financier (SPNF) représente 39,8% du PIB sur les 7 premiers mois de l'année. Cette dette est composée de 68,4% de dette externe, 21,4 Mds USD, alors que les 31,6% restants correspondent à de la dette interne, 9,9 Mds USD, soit respectivement 27,2% et 12,6% du PIB. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) est le premier créancier de la république dominicaine en détenant 13,2% de la dette externe.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M

Trinité-et-Tobago signe un accord gazier avec le Venezuela. Cette négociation menée par le Premier Ministre Dr.Keith Rowley et le Président Nicolas Maduro, permet à l'état des Caraïbes d'avoir un accès facilité au gaz du site vénézuélien Dragon grâce à la création d'une ligne directe. Le contenu de cet accord reste confidentiel, et la présence des médias à cette réunion a été refusée. La construction de cette infrastructure sera réalisée par la joint-venture, regroupant le géant énergétique *Shell*, l'entreprise étatique *Petróleos de Venezuela* et la compagnie locale *National Gas Company*. L'approvisionnement espéré depuis le site vénézuélien vers Trinité et Tobago est de 26 505 barils de pétrole de par jour.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.